

# Pedro Sanchez part à la recherche de partenaires pour gouverner l'Espagne

Le roi Felipe VI a chargé, sans surprise, le socialiste Pedro Sanchez, Premier ministre sortant, de former un nouveau gouvernement après sa victoire aux législatives du 28 avril dernier.

*"C'est avec une grande fierté que j'accepte l'invitation du roi Felipe VI parce que c'est un honneur de diriger l'Espagne, notre fantastique pays. J'accepte aussi cette invitation avec responsabilité et avec une grande gratitude pour la confiance exprimée par le peuple espagnol."*

Mais le "formateur" Sanchez va devoir s'entendre avec d'autres partis s'il veut mener à bien sa mission. En effet, si son PSOE est sorti en tête de ce scrutin, il ne dispose pas de la majorité à la chambre. Mais son investiture pour un mandat de quatre ans, qui devrait avoir lieu début juillet, ne fait pourtant guère de doute. Sa famille politique est pratiquement incontournable avec ses 123 sièges sur les 350 que compte la chambre basse.

## Podemos... en ligne de mire

Dès la sortie de son audience royale, Pedro Sanchez a annoncé qu'il rencontrera Pablo Iglesias, le chef de file du parti de la coalition de gauche radicale Unidas Podemos, mardi prochain. Les deux hommes se connaissent et ont déjà travaillé ensemble, mais entre ces deux-là, l'entente n'est plus au beau fixe. Mais la cohérence politique voudrait qu'ils puissent mettre leurs égos de côté le temps de la prochaine législature. Unidas Podemos et ses 42 élus ont déjà fait savoir qu'ils étaient disposés à travailler avec le PSOE mais... à condition d'entrer au gouvernement, un scénario que le vainqueur du scrutin veut éviter. M. Sanchez préférerait former un gouvernement socialiste minoritaire et chercher des appuis au cas par cas, d'autant qu'avec le soutien de Pablo Iglesias, le PSOE n'aura toujours pas la majorité et devra négocier l'appoint d'autres petites formations politiques essentiellement régionalistes. Et ce n'est pas ce qui manque sur l'échiquier politique espagnol complètement éclaté avec pas moins de dix-sept formations représentées à la chambre.

## Le mariage impossible avec Ciudadanos

Après ce tête-à-tête avec Pablo Iglesias, le formateur s'entretiendra avec Pablo Casado, le leader conservateur du Parti populaire et Albert Rivera de Ciudadanos (libéral). Une union avec Ciudadanos était mathématiquement la plus logique. Les deux formations pouvaient se prévaloir de 180 sièges sur 350. Mais le parti libéral et anti-indépendantiste d'Albert Rivera ne veut rien entendre. Fort du score obtenu aux législatives où il est passé de 32 à 57 sièges, il ne cache pas son ambition de devenir un jour le premier parti de droite alors que le Parti populaire s'est effondré (66 sièges). Sanchez, lui, n'avait pas écarté un tel scénario mais ses militants ont été clairs: "Pas avec Rivera !"

## Pas de retour aux urnes envisagé

Le leader socialiste sait donc qu'il va s'embarquer pour une législature pleine de compromis mais l'homme en a vu d'autres, lui qui sort d'une année à la tête d'un gouvernement largement minoritaire (84 sièges sur les 350) après avoir réussi à

**Si Pablo Sanchez est coutumier des marchandages politiques, il veut à tout prix éviter de s'embarquer avec les séparatistes catalans et basques.**

renverser, le 1<sup>er</sup> juin 2018, son prédécesseur Mariano Rajoy (Parti populaire englué dans des affaires de corruption) à la faveur d'une motion de censure à laquelle personne ne croyait vraiment. Le leader socialiste, ancien joueur de basket, a donc appris que pour gouverner il faut savoir être adroit, endurant et pouvoir lâcher du lest. En tout cas, le cap est clairement établi par le capitaine Sanchez: pas question de repasser par la case élec-

tions. *“Le peuple espagnol a été très clair lors des élections du 28 avril et du 26 mai. Il veut que le Parti socialiste gouverne. Il n’y a pas d’autre alternative, ou le Parti socialiste gouverne, ou le Parti socialiste gouverne...”*

#### Qui fera l'appoint ?

Si Pablo Sanchez est coutumier des marchandages politiques, il veut à tout prix éviter de s'embarquer avec les séparatistes catalans et basques pour ne pas être accusé par la droite de leur faire des concessions. Et comme si cette complexité ne suffisait pas, le futur Premier ministre devra aussi composer avec les majorités qui émergeront des exécutifs régionaux en cours de confection et qui auront évidemment un impact sur les votes à la chambre des députés.

Pour remplir à la tête du pays au début du mois de juillet, le socialiste de 47 ans aura besoin de 176 voix lors du vote d'investiture en séance plénière, soit la majorité absolue des 350 sièges de la chambre. S'il n'atteint pas ce seuil, un second tour devra être organisé deux jours après, où une majorité simple lui suffira...

H. Le.

## Épinglé

### L'ombre du procès des leaders catalans

**De lourdes peines** à l'automne contre les 12 dirigeants indépendantistes, jugés par la Cour suprême espagnole pour avoir tenté de faire sécession en octobre 2017, pourraient encore durcir l'attitude des séparatistes catalans qui ont obtenu 22 députés lors des élections.

**Quatre d'entre eux**, jugés au procès et en détention provisoire, ont toutefois été suspendus de leurs fonctions.

**Depuis le début** du procès, les indépendantistes au pouvoir en Catalogne multiplient les gestes de défiance envers les socialistes. Ils ont précipité les élections anticipées en refusant de voter le budget de l'État, puis ont empêché l'élection d'un proche de Pedro

Sanchez à la présidence du Sénat. Ce "procès déforme tout", écrivait récemment un éditorialiste du *El País* qui résumait en trois mots tout le poids de cette "affaire" sur l'échiquier politique national.